

## SEUQAM

«Conscients du danger d'application de la clause sur le statut d'intermittents, conscients également de la faible augmentation de salaires pour l'ensemble des salariés, et tenant compte de ce que l'offre patronale concernant les salaires vient directement du Conseil du Trésor, et que cette offre découle d'une politique gouvernementale que les 200 000 travailleurs du Front Commun n'ont pu faire modifier, tenant compte en outre du rapport de forces actuel, le comité de négociation à la majorité et le comité exécutif à l'unanimité vous recommandent l'acceptation du projet.» Pour: 139 voix. Contre: 11. Abstentions: 18.

Adopté par les membres du

SEUQAM à l'assemblée générale du 23 janvier, le document devrait d'ici une quinzaine de jours être signé par les deux parties, le Syndicat et l'Université; «Notre convention collective, il va nous rester à la vivre avec et à la faire respecter», commente la présidente du SEUQAM, Mlle Micheline Bourassa.

Entre autres points saillants du projet de contrat collectif, il est à noter que les surnuméraires, les remplaçants, les temporaires, les sous octroi de subventions (ces derniers obtiennent la sécurité d'emploi après trois ans), en tout un peu plus de 200 travailleurs, seront syndiqués et bénéficieront de certains avantages de la convention. En matière de santé

sécurité, une clause prévoit la formation d'un comité paritaire dûment reconnu. En ce qui concerne les droits parentaux, le congé de maternité sera de 20 semaines (en regard de 17 dans la présente convention) payées à l'équivalent 100% du salaire. Aussi, des congés de paternité (cinq jours) et d'adoption. En ce qui a trait au perfectionnement, un montant minimum statutaire de 0,5% de la masse salariale de l'exercice financier précédent est applicable pour les salariés réguliers.

Du côté des secteurs, le représentant des métiers et services (140 syndiqués), M. Jean-Pierre Gorry estime positif d'avoir réussi

## signature imminente de la convention

à faire accepter une diminution d'écart des salaires entre les gens des métiers et services et ceux des secteurs professionnel et technique. Hélas, en ce qui touche le salaire minimum (le plus bas salarié est le marmiton plongeur), ce n'est qu'au 1er juin 1981 qu'on atteindra un peu plus des 265\$ demandés par le comité de négociation et dont la force du pouvoir d'achat correspond à celle de l'année 1976... «Bien sûr, pour les années à venir, on protégera le pouvoir d'achat dans notre contrat de travail mais on n'a pas réussi à rattraper la perte des années passées», précise M. Gorry. Un acquis important: la sécurité d'emploi après deux ans s'applique dorénavant à 100% alors

qu'auparavant, elle comportait la réserve de transformation technique et administrative. Enfin, le directeur des métiers et services souligne le bon esprit de coopération entre les instances syndicales au cours de la négociation.

«C'est à la pratique qu'on verra si le problème des intermittents, va se régler ou bien se compliquer. Comme il y a beaucoup de surnuméraires, notre crainte serait de voir se transformer des postes réguliers actuels en intermittents», exprime Mlle Lisette Laurin, représentant du secteur bureau (environ 350 membres). Le plan d'évaluation est jugé très mauvais; aucun progrès par rapport à l'ancienne convention et

(la suite en page 2)

## Gestion téléphonique par ordinateur

## Surveillez vos lignes!

page 4

## Comment mesurer le seuil de tolérance à la violence?

Combien de meurtres/minutes, de tortures/journées, un individu donné peut-il absorber sans broncher? A quel moment dira-t-il: «C'est intolérable»? Y a-t-il une relation entre sa compréhension du phénomène de la violence et sa réaction face à de telles scènes? Suzanne Bouchard et Bernard Schiele, professeurs au département des communications, assistés de Luc Dupuy, ont amorcé une recherche intitulée «Le seuil de tolérance à la violence.» Ils vont tenter d'établir ce seuil en fabriquant une échelle de mesure qui tienne compte — en tout ou en partie — du degré d'information des personnes sur cette question, l'étude portant sur la violence symbolique (images, scènes...) et non pas physique. Le Fonds institutionnel de recherche leur a accordé, à cette fin, une subvention de démarrage de l'ordre de 5 000\$. Selon M. Schiele, un minimum de trois

années sera nécessaire pour mener à bien ce projet.

Voici, à son avis, ce qui fait l'originalité de leur démarche. Les études consacrées à la violence dans les mass media abondent; or, la violence est toujours définie par les chercheurs qui déterminent, a priori, ce qui est violent et ce qui ne l'est pas. «On a rarement posé le problème de l'intégration, par l'individu, de messages violents. Comment ce dernier expérimente-t-il la violence? Comment l'interprète-t-il? Son degré de scolarisation, ses expériences de vie, le milieu social dont il est issu, son âge, etc., interviennent pourtant dans la représentation qu'il s'en fait.» Trois facteurs seraient décisifs à cet égard: l'attitude qu'il a face à ce phénomène (pour ou contre, violent ou non...); l'opinion qu'il s'en fait (il peut, par exemple y être opposé mais y voir un mal nécessaire); et les informations plus ou moins cohérentes qu'il détient sur la question.

«Notre hypothèse est qu'il existe une étroite relation entre la compréhension du phénomène de la violence et les réactions qu'il inspire. C'est à partir de telles observations empiriques que l'on pourra construire notre échelle de mesure.» Signalons que cette démarche s'inscrit dans un programme de recherche beaucoup plus vaste qui porte sur



M. Bernard Schiele

une «Etude générale des représentations». Celle-ci est en cours depuis plus de deux ans; ses auteurs sont membres du Groupe de recherche sur la représentation, auquel participent le département des communications de l'UQAM (l'équipe sus-mentionnée ainsi que M. Claude-Yves Charon), l'Université de Montréal (M.

(la suite en page 2)

## UQAM - AGEUQAM: au point fixe

Face à face depuis un bon moment — 1975 — l'UQAM et l'AGEUQAM attendent ou s'attendent. Elles se parlent peu mais s'écrivent davantage. Au fait, le dossier faisant «état de la question» est, de part et d'autre, volumineux. Cette question, elle tourne autour d'un point chaud, celui de la reconnaissance officielle par l'UQAM de l'Association générale des étudiants (AGEUQAM).

«Le problème, soutient le directeur du service aux étudiants, M. Laurent Jannard, n'est pas de notre côté. Nous sommes prêts à reconnaître — nous le souhaitons — une association générale étudiante, unitaire ou fédérative. Mais, nous disons que l'association demanderesse doit faire la preuve qu'elle dispose de l'appui de la majorité des étudiants, en l'occurrence les étudiants des 1er, 2e et 3e cycles, à temps partiel comme à temps complet.»

L'Université propose dans sa Politique de reconnaissance de regroupements d'étudiants (adoptée par le conseil d'administration en mai 1979) que l'association qui désire la reconnaissance universelle des étudiants de l'UQAM tiende une consultation au vote secret. Selon des modalités préalablement convenues entre le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et ladite association. «A cet égard, l'AGEUQAM — par l'intermédiaire de son exécutif — offre toujours une fin de non-recevoir», dit M. Jannard, co-responsable avec le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche et le conseil d'administration de cette question de reconnaissance étudiante.

Le fait de ne pas se conformer à la politique institutionnelle de reconnaissance de regroupements d'étudiants comporte plus d'un inconvénient, explique M. Jannard, qui va de la non-disponi-

bilité de locaux au nouveau complexe, au non-accès à divers services (imprimerie, affichage, etc.), à l'absence de financement et à la non-participation aux instances supérieures.

A la question: pourquoi avoir retiré à l'AGEUQAM l'aide offerte depuis quelques sessions pour la publication du journal «UNITE»? M. Jannard répond qu'il s'agissait là d'une subvention de démarrage à une association naissante et redit que si l'AGEUQAM désire obtenir un financement sur une base permanente, elle devra répondre de sa représentativité comme association universelle des étudiants de l'UQAM.

L'AGEUQAM, quant à elle, nous renvoie à sa charte à ce chapitre de la représentativité. Et elle précise qu'elle n'accepte pas la politique de reconnaissance élaborée par l'UQAM comme base de discussion. Pour montrer son désaccord, elle occupe depuis près d'un mois un local de la famille des sciences humaines (A-3105). Non sans avoir fait parvenir au vice-doyen, M. Denis Savard, une demande officielle «d'emprunt du local», lui priant de soumettre cette demande au comité de coordination de la famille. Ce qui fut fait. Et voici en substance ce qu'a décidé le COCO: d'abord qu'il ne se reconnaît pas comme l'interlocuteur institutionnel de l'AGEUQAM et n'a pas l'intention de se substituer à l'administration dans le processus d'attribution des locaux. Cependant, compte tenu des circonstances, il (le COCO) «tolère» la présence de l'AGEUQAM au local A-3105 jusqu'à ce qu'une entente intervienne entre l'administration et l'AGEUQAM, ou au plus tard à la fin d'avril de cette année. Se réservant toutefois le droit d'utiliser le local s'il en a un besoin urgent d'ici là.

H.S.

## Quatrième jeudi de la santé

France Raquer, du CLSC Centre-Ville, animera ce jeudi 7 février une rencontre-midi sur l'auto-santé: la nécessité pour chacun de connaître son corps au maximum pour être bien dans sa peau. Au local 1770 du pavillon Aquin, de 12h à 13h.

## Commission des études

A la réunion du 22 janvier 1980, la commission des études a:

- certifié l'octroi de 19 diplômes de 1er cycle et de 11 de 2e;
- recommandé au Conseil d'administration la nomination de M. Pierre Comtois au poste de directeur du module des certificats en administration;
- recommandé la nomination de M. Roger Bouthillier au poste de directeur du module de sciences comptables;
- recommandé la nomination de M. Robert Morissette au poste de directeur du module d'enseignement professionnel;
- nommé M. Lucien Néméh et M. Robert Saint-Amour membres de la sous-commission du 1er cycle;
- recommandé au Conseil d'administration d'adopter le plan triennal 1979-82 de l'UQAM;
- recommandé au Conseil des études la modification d'appellation du baccalauréat en relations humaines et subséquemment, au Conseil d'administration le chan-

gement d'appellation du module en relations humaines;

- adopté des modifications de programmes de maîtrises en géographie, en sciences religieuses, en sexologie ainsi qu'en éducation;
- fait une demande d'exception à la politique opérationnelle E-R3 et du règlement no 8 de l'UQAM pour les maîtrises en psychologie ainsi qu'en sciences de l'environnement;
- recommandé au Conseil d'administration une modification à la politique de déontologie;
- recommandé au Conseil d'administration d'adopter la politique de critères minimaux d'embauche pour certains départements;
- recommandé au Conseil d'administration la création d'un poste d'adjoint-agent de recherches pour les membres professeurs de la commission des études et du Conseil d'administration;
- créé un comité de sélection pour les bourses confiées à l'UQAM.

## Conseil d'administration

Lors de la réunion spéciale du 15 janvier 1980, le Conseil d'administration de l'UQAM a accepté la soumission présentée par la firme «Construction Canvart Ltée» relative à l'aménagement des espaces commerciaux.

A sa réunion du 28 janvier, le Conseil d'administration de l'UQAM a:

- autorisé le renouvellement, avec certaines modifications, du protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ;
- autorisé la modification des marges de crédit bancaire;
- autorisé un contrat pour l'installation d'un réseau de distribution télévision en radio-fréquence;
- adopté le règlement relatif à la sécurité des personnes et des biens;
- adopté une politique générale relative à l'acquisition et à la conservation d'œuvres d'art pour le nouveau campus;
- modifié l'article 12 du règlement

général de régie interne;

- adopté une addition au régime facultatif d'assurance-vie pour les employés;
- nommé les membres du Conseil d'administration de CRESALA pour une autre année;
- approuvé les résolutions de la Commission des études concernant le plan triennal;
- nommé MM. Pierre Comtois, Roger Bouthillier, et Robert Morissette respectivement directeur du module des certificats en administration, directeur du module de sciences comptables, et directeur du module d'enseignement professionnel, suite à la recommandation de la commission des études;
- apporté les modifications à la politique de déontologie;
- adopté les critères minimaux d'embauche pour les secteurs pour lesquels ces critères n'avaient pas préalablement été adoptés;
- procédé à l'engagement de neuf professeurs.

## SEUQAM...

[suite de la page 1]

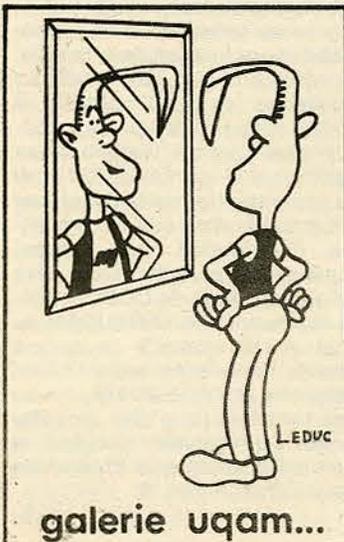
enfin, mécontentement général sur les salaires.

Dans le secteur professionnel (plus de 110 syndiqués), le point principal de la négociation est celui de la classe I: «Nous en avons demandé l'abolition; l'administration maintient la classe et ne change rien à ses prérogatives», explique le représentant du secteur, M. Réal Rodrigue. Ce-

pendant, on introduit un mécanisme de recours pour les cas refusés. Il s'agit d'un comité paritaire patronal-syndical présidé par un arbitre indépendant. Le comité n'a qu'un pouvoir de recommandation. Quant au plan de carrière, il y aura lieu de suivre de près le dossier de l'évaluation de la scolarité et de l'expérience, attendu qu'il y a quelques griefs sur la table.

Au secteur technique, qui compte 106 membres, la demande syndicale était d'abolir les quatre catégories A, B, C, D, pour former une seule catégorie de techniciens, comprenant 14 échelons; et à l'intérieur de ces catégories, le syndicat réclamait l'abolition de la classe I. Contrairement aux attentes, le statu quo a été maintenu, sauf pour la mise sur pied d'un comité d'appel pour la classe I, comité formé de deux représentants syndicaux, de deux patronaux ainsi que d'un arbitre ayant pouvoir de recommandations. Insatisfaction enfin sur les salaires et par ailleurs, intention ferme du secteur technique d'engager un véritable plan de carrière d'ici la prochaine négociation...

C.A.



galerie uqam...

## Les espaces ex-commerciaux

# L'aménagement est commencé

La semaine dernière, débutaient les travaux d'aménagement des espaces ex-commerciaux au nouveau complexe. Renseignements pris auprès du directeur des immeubles et de l'équipement, M. André Boulet, la surface totale de ces espaces est de 50 000 pi. c., soit près de 4,5% du complexe. Où? D'abord, au rez-de-chaussée (niveau 83) du pavillon Aquin, le long de la rue Saint-Denis, et en partie au niveau 94 du Jasmin, et aussi, au niveau 70 c'est-à-dire au sous-sol d'un étage, en bordure de Saint-Denis.

Au pavillon Aquin se regroupent les comptes étudiants, le registraire, les syndicats SPUQ, SCCUQ, SEUQAM, les approvisionnements, l'ombudsman, la protection publique, ainsi que la Caisse populaire dont les locaux seront prêts à la fin de février.

Les SAE (services aux étudiants) se trouveront à la fois au Jasmin et au Aquin. Les ateliers socio-culturels, la famille des arts, la famille des lettres, les locaux modulaires des sciences de la gestion et de la famille des arts, les bureaux des professeurs du département des arts plastiques, le département d'histoire de l'art iront au Judith-Jasmin.

Le contrat est de 1 119 180\$. La fin des travaux est prévue pour le 14 juillet 1980. Par suite de la décision de déménager, l'été prochain, la bibliothèque des arts

dans la bibliothèque centrale, des locaux qui auraient dû être occupés par la bibliothèque des arts au pavillon Jasmin seront réassignés à d'autres occupants: le département des sciences comptables, la direction de la polycopie, le département d'arts plastiques, la régie des locaux d'enseignement.

Hors complexe, dans les pavillons périphériques, les travaux de réfection aux 9e, 8e, 5e et 3e étages du pavillon Philippe permettront l'accueil de toutes les activités restantes de Louis-Jolliet. Le déménagement est fixé à la mi-mars, attendu que le bail du Louis-Jolliet se termine au 30 avril. Les finances, moins les comptes étudiants, passeront au Philippe à leur départ du Riverin II dont le bail prend fin au mois d'août 1980.

Au pavillon Arts IV, parachèvement de l'atelier multitechnique et de locaux de travail. Les aménage-

ments d'ateliers de typographie sont terminés. Au Lafontaine, d'importantes modifications ont été apportées, on a réaménagé pour les sciences de l'éducation les anciens locaux de l'audiovisuel. Enfin, au pavillon Read, le département de psychologie est passé du 3e au 4e étage, on a installé le module de psychologie ainsi que les bureaux du CACIC.

On met la dernière main aux plans de la future polycopie-imprimerie qui aura pignon sur tunnel de service, niveau 59 sous le Jasmin; emménagement en juillet.

Le contrat pour la fabrication et l'installation du matériel de signalisation dans le nouveau complexe, au montant de 175 000\$ devrait être terminé le 15 février; entre-temps, comme l'assure M. Boulet, les améliorations et les correctifs voulus seront apportés.

C.A.



## Scène de la vie de l'UQAM

...pendant que la froidure règne au dehors, sur la Grande Place, place à la méditation

## lettres à l'Uqam

### Anticosti au Centre-Ville

Les panneaux-indicateurs du nouveau campus ont voulu éviter les contrastes criards... Mais tout de même!

A un étranger perdu sur un étage et à qui j'essaie de rendre service, je dis: «Prenez l'ascenseur, au rez-de-chaussée, en sortant, regardez attentivement, l'indication y est en noir sur gris fer... mais attention, ne la ratez pas!»

Convenons que les toilettes sont bien indiquées, les murs rouges nous rappellent que, pas loin, il y a les ascenseurs.

De l'extérieur du nouveau campus, l'abordage n'est guère plus facile. On nous dit que l'architecte a obéi au mot d'ordre: «Université intégrée au milieu». Par le métro, c'est parfait, et je souscris à l'idée de ne plus venir travailler avec mon auto. Mais tout de même!

Combien de circonstances nous amènent à devoir «aborder» le Campus avec notre voiture. Ne serait-ce que pour venir chercher ou déposer un objet lourd, ou bien j'arrive le matin avec ma voiture pour repartir vingt minutes plus tard en expédition avec quelques étudiants (c'est le cas de géographie, et de combien d'autres?); ou bien quelqu'un vient vous «pêcher» le soir. Absolument impossible d'aborder sinon comme satellite. Mais le clou c'est lorsque vous nolisez un autobus pour une excursion de groupe; il doit stationner en zone interdite, rue Sainte-Catherine, ou à gauche, rue Saint-Denis, avec la porte du côté du trafic!

Il aurait suffi d'aménager un «drive-way» où le propriétaire de la voiture afficherait à son pare-brise l'heure où il reviendra (pas plus de 30 minutes). Il existe un tel emplacement devant

l'ancien Polytechnique (Athanase David, rue Saint-Denis, un peu au nord de Sainte-Catherine)... mais il faudrait y prohiber tout parking.

M. l'architecte, la collectivité universitaire est une race de monde comme les autres, qui a droit à des services minimaux. Ce stationnement est urgent dans la conception de la phase II. Sinon le Campus sera aussi inabordable que l'île d'Anticosti! A moins que l'île d'Anticosti prenne l'exemple sur l'UQAM et prévoie un tunnel sous le Golfe!

**Aubert Hamel**  
professeur  
département de  
géographie

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

## l'Uqam

volume VI, numéro 18  
4 février 1980

publié par:  
section information  
Université du Québec à Montréal  
1406 rue Saint-Denis Montréal  
téléphone: 282-6179

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel  
Dépôt légal premier semestre 1980  
Bibliothèque nationale du Québec

## Comment mesurer...

[suite de la page 1]

Gabriel Larocque) et l'Université d'Ottawa (M. Claude Lamontagne). Il s'agit, pour ces chercheurs, de préciser les structures, l'organisation, la circulation et la transformation des représentations (celles-ci étant les structures cognitives qui permettent aux individus de comprendre le monde, aussi bien réel que symbolique). Dans six mois, sauf imprévu, ces travaux feront l'objet d'une publication.

En fait, par la recherche sur le seuil de tolérance à la violence, on veut vérifier certaines hypothèses développées dans ce groupe de travail élargi, à partir d'un cas particulier. Présentement, Suzanne Bouchard, Bernard Schiele et Luc Dupuy en sont à la mise en place théorique du problème. «C'est là pour nous une démarche essentielle, affirment-ils. Nous prenons tout notre temps. Nous voulons éviter d'être contaminés par les «catégories» qui circulent sur le sujet. Les moyens qui seront utilisés pour opérationnaliser notre étude (enquête, mises en situation, échantillonnage, etc.) restent à déterminer.»

C.G.

## Médaille UQ

L'Assemblée des gouverneurs de l'UQ a décidé, tout récemment de créer un nouveau type de distinction: La médaille de l'Université du Québec, qui sera décernée en reconnaissance de la contribution remarquable du récipiendaire au progrès et au développement de l'Université. L'UQ ne pourra décerner chaque année plus de quatre médailles. La médaille de l'Université du Québec pourra être décernée à titre posthume.

# “La publicité expliquée aux enfants”

L'enfant québécois regarde la télévision une quinzaine d'heures par semaine. Lorsqu'il sera âgé de 18 ans, il aura visionné, en moyenne, quelque 350 000 messages publicitaires! Sera-t-il alors un consommateur averti? La Loi de protection du consommateur, qui interdit dorénavant toute publicité à l'intention des moins de treize ans, est-elle efficace? L'enfant, qui est quotidiennement exposé aux réclames publicitaires pour «adultes», est-il adéquatement protégé? M. Camil Bouchard, professeur au département de psychologie et responsable du CACIC (Centre d'analyse du comportement et d'intervention communautaire) a conçu, en réponse à ce problème, un projet intitulé «La publicité expliquée aux enfants». Il en résultera quatre bandes audio-visuelles de 27 minutes 45 secondes, destinées aux téléspectateurs de 11 et 12 ans, portant sur ce thème.

Cette démarche se fait conjointement avec les Productions Communautaires Media, une compagnie à but non-lucratif dont la vocation est de mettre à la disposition des groupes populaires ses techniques de communication écrites et audio-visuelles. M. Paul Cohen, professeur en psychologie et M. Gaétan Tremblay, directeur du département des communications, participent également au projet, de même que M. Claude Guindon, étudiant-stagiaire en psychologie. L'Office de protection du consommateur leur a accordé, à cette fin, une première subvention de 14 350\$, et le CAFAC (Comité d'aide financière aux chercheurs), un montant de 6 000\$.

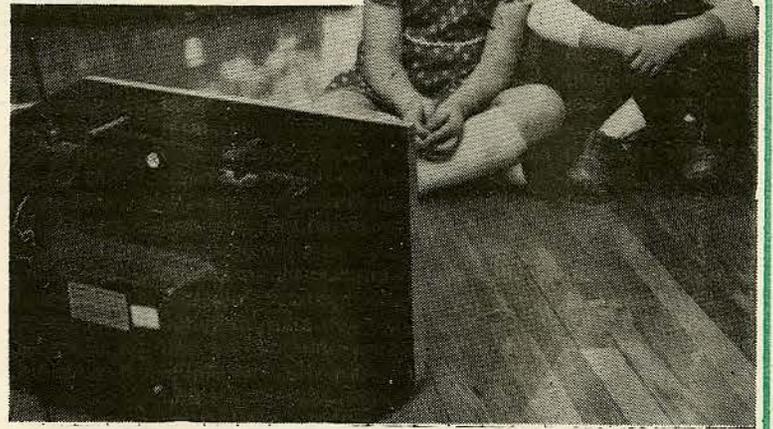
La première phase du projet, consacrée à la recherche et la scénarisation, prendra fin le 15 février. La deuxième étape, qui se déroulera entre mai et décembre 1980, portera sur la production des bandes vidéo proprement dites. Quant à la recherche évaluative (entre janvier et juin 1981), elle permettra de contrôler, auprès d'un échantillon de la population cible, l'efficacité du produit — et de le corriger s'il y a lieu — avant de l'utiliser sur une plus large échelle.

Chacune des bandes abordera un aspect du problème: d'abord, la raison d'être de la publicité commerciale, son but; puis, son rôle dans notre système économique; ensuite, ses mécanismes de conditionnement, la différence entre l'information descriptive et incitative; enfin, les valeurs qu'elle charrie: pourquoi associe-t-on, par exemple, la bière aux skieurs «pétant» de santé?

«Ce faisant, explique M. Camil Bouchard, nous voulons fournir à l'enfant un outil nécessaire à l'analyse critique du message publicitaire.» Car si, entre 10 et 13 ans, les enfants se montrent souvent incroyablement négatifs face aux réclames publicitaires (diverses études en font foi), cela

ne les empêche nullement d'en apprécier les aspects divertissants, et de quémander l'achat de certains produits annoncés.

«Leur réaction critique, bien que réelle, est superficielle, d'ajouter M. Bouchard. Ils sont



incapables, faute d'informations pertinentes, de décoder ce qui cloche dans le message qui les fait rire, d'en comprendre les mécanismes. C'est cette lacune que nous voulons combler.»

C.G.

# La littérature québécoise sous l'Union

Même si ses racines ne sont pas très profondes, la littérature québécoise a néanmoins un passé. Bien avant de traduire des préoccupations d'ordre formel, les écrivains d'ici ont dû affirmer la culture propre de leur peuple que d'aucuns (Durham en tête) s'acharnaient à nier. Myrta Gaudreau se penche, dans sa thèse de maîtrise en études littéraires, sur la prose narrative québécoise de 1840 à 1867. Ses travaux sont soutenus par Bernard Andrès, actuellement directeur du module d'études littéraires.

Mlle Gaudreau étudie particulièrement les modes d'insertion du langage populaire dans les nouvelles et romans de l'époque. Son corpus d'analyse est constitué de 25 titres, 15 volumes, 13 auteurs dont Philippe Aubert de Gaspé, Joseph Doutre, Antoine Gérin-Lajoie, P.J.-O. Chauveau, J. Marmette, etc. Son objectif: dresser une typologie des modes

d'insertion du langage populaire et en dégager le sens.

Plus simplement dit: les écrivains de l'époque employaient-ils le langage populaire dans les dialogues ou dans la narration? L'inséraient-ils entre guillemets, entre parenthèses ou l'intégraient-ils au texte? S'ils l'intégraient au texte, était-ce pour illustrer leur affinité avec le peuple, leur respect? S'ils le démarquaient, voulaient-ils s'en distinguer? Ou utiliser ces tournures syntaxiques et lexicales comme élément décoratif?

Pour mener à bien ses recherches, Myrta Gaudreau devait dénicher les éditions originales des oeuvres concernées. Grâce au service de prêt entre bibliothèques et à l'aide précieuse de la responsable des livres rares à la bibliothèque de l'UQAM, Mme Anna Poray, elle vint à bout de cette difficulté.

«Bon nombre d'écrits n'ont



Mlle Myrta Gaudreau

jamais été publiés autrement que sous forme de feuillets dans

les journaux, explique Mlle Gaudreau. J'avais donc à faire le relevé des données sur place puisqu'il s'agissait de microfilms. Certains livres rares ne pouvaient pas sortir des lieux de conservation. Même contrainte.

«Plusieurs livres ont une longue histoire d'édition; d'une à l'autre, on note de nombreux changements apportés soit par l'auteur, soit par l'éditeur. Or, il n'y a pas d'édition critique ici qui fasse le bilan de tout ça. Il fallait donc que je trouve par mes propres moyens la toute première édition.»

Autres difficultés de parcours: l'inexistence d'études théoriques au Québec sur le langage populaire et d'études de sociologie du lecteur. Malgré tout, Myrta Gaudreau prévoit mettre un point final à ses travaux d'ici le mois de juin. Avec soulagement mais non sans contentement.

«Certains croient que la litté-

ture québécoise du 19e siècle est inintéressante. Pour ma part, j'ai beaucoup appris à travers ce retour aux sources. D'abord que cette littérature est moins vieille qu'on ne le croit, plus jeune, plus proche de nous. Cette étude a changé ma vision de notre littérature.

«Ensuite, poursuit l'étudiante, l'analyse du contexte social et politique duquel elle a émergé a été pour moi très importante. Cela m'a donné une perspective historique et politique beaucoup plus riche pour évaluer, par exemple, les volontés politiques actuelles du Québec.»

Pour ceux que les conclusions intéressent: à ce stade-ci de ses travaux, Mlle Gaudreau croit être en mesure de dire que les auteurs se démarquaient le plus souvent qu'autrement du langage populaire, dans un souci d'ordre décoratif.

D.N.

## Le G.I.E.R.C.F.

# Un trait d'union pour les unes et les autres

Dégrevée d'une charge de cours cette session pour coordonner les activités du G.I.E.R.C.F. (Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur la condition des femmes), Mlle Jacqueline Lamothe, du département de linguistique, prend les bouchées doubles.

«J'agis ni plus ni moins comme directrice de module et comme directrice de département» avoue-t-elle avec humour puisqu'elle n'en a en réalité ni le titre, ni les pouvoirs, ni les moyens financiers. «D'une part, j'ai la responsabilité du regroupement qui compte une trentaine de professeurs, ce qui ressemble étrangement à un département; d'autre part, je commande des cours ainsi que le fait un module. Beaucoup de travail mais très stimulant!»

En moins de deux ans d'existence, le G.I.E.R.C.F. aura mis sur pied une douzaine de cours, dans diverses disciplines, axés sur l'étude de la condition des femmes; suscité et réalisé nombre de projets de recherche dont le caractère interdisciplinaire est de plus en plus accentué; collaboré avec le service de l'éducation

permanente à la réalisation d'activités liées à la mission services à la collectivité.

Cette croissance rapide étonne. «Tout était latent, suggère Mlle Lamothe. L'intérêt des femmes professeurs, les besoins des étudiantes.» Le G.I.E.R.C.F. est donc venu à point apporter, aux unes et aux autres, le trait d'union qui manquait.

Inscrits dans les banques de cours des départements comme optionnels, siglés en bonne et due forme, les cours créés par les membres du regroupement, en conformité avec leurs objectifs, n'exigent aucune condition d'admission spécifique et s'adressent aux étudiants de l'Université aussi bien qu'aux personnes de l'extérieur. Ils sont tous assumés par des femmes, professeurs réguliers ou chargées de cours, de l'équipe du G.I.E.R.C.F.

Cette session, cinq départements offrent un cours de ce type: **études littéraires** (problèmes d'archétypologie-femmes fantasmes et femmes modèles); **communication** (communication-femmes); **économie** (analyse économique des phénomènes sociaux — as-

pects économiques de la condition féminine); **histoire** (Canada Québec — histoire de la condition féminine); **histoire de l'art** (l'art et la femme).

Parmi les cours disponibles, on en compte une majorité en sciences humaines, peu en sciences, arts et sciences de la gestion, aucun en sciences de l'éducation qui ne semblent pas encore avoir emboîté le pas. Deux nouveaux cours sont en voie d'être approuvés par les instances à la programmation de l'Université: femme et langage (linguistique); femme et philosophie

Un type d'évaluation du contenu des cours sera mis à l'épreuve à la fin de cette session, en fonction principalement des besoins des étudiantes (la majorité sont des femmes bien qu'en histoire et socio, par exemple, on comptait un bon tiers d'inscrits).

Le G.I.E.R.C.F. a beaucoup de pain sur la planche. A courts termes, en plus de créer de nouveaux cours, le groupe veut dresser un inventaire des cours qui, moyennant une adaptation minimum, pourrait enrichir la

programmation offerte; en enseignement toujours, on ne détesterait pas pousser une pointe du côté des programmes de 2e cycle. En recherche, il semble y avoir suffisamment de projets dans l'air pour occuper bien du monde. On estime également nécessaire de faire une liste des recherches en cours sur la condition des femmes à l'UQAM, incluant les thèses de doctorat et de maîtrise. A ce chapitre, Mlle Lamothe est d'avis qu'un inventaire peut réserver d'agréables surprises.

Les membres du G.I.E.R.C.F. lancent un appel à toutes, nouveaux professeurs réguliers ou chargées de cours: si d'aventure la question de la condition des femmes d'ici et d'ailleurs les intéresse, qu'elles n'hésitent pas à se joindre à elles.

Le bureau de la coordonnatrice est situé au Jasmin — 3060. Au téléphone: 282-8454. Neuf chances sur dix que Jacqueline Lamothe elle-même soit au bout du fil puisque le G.I.E.R.C.F. ne dispose, pour l'instant, d'aucun soutien administratif.

Denise Neveu



Mlle Jacqueline Lamothe



Passionné d'entomologie depuis l'enfance, M. de Tonnancour montre une de ses splendides collections de papillons. Au centre, M. de Oliveira et à droite, Madame Esar.

# L'Amazonie, un musée vivant

L'art et la biologie se sont rejoints en Haute Amazonie dans la région d'Iquitos, au Pérou, où un groupe d'artistes et de professeurs venus du Québec ont partagé un intérêt commun pour la nature. Et dans cette nature grandiose, la dominance revint à la forêt, et dans la forêt: aux insectes. Derrière les insectes, toute l'écologie amazonienne!

De l'UQAM: Madame Joan Esar, sculpteur sur pierre, et M. Jacques de Tonnancour (peintre dont la carrière et les mérites lui valaient récemment la distinction d'Officier de l'Ordre du Canada), tous deux professeurs au département d'arts plastiques, ainsi que M. Domingos de Oliveira, professeur-chercheur au département de biologie.

Pour les trois voyageurs, l'Amazonie est une des grandes personnalités géographiques du globe: les poumons du monde à cause des grandes forêts. Comme le relève M. de Tonnancour, qui n'en est pas à son premier périple en Amérique latine (il a notamment vécu un an au Brésil), la région explorée présente un système d'interrelations extrêmement riches entre la flore, la faune et l'homme de ces habitats peuplés de Yaguas; ils vivent sur les rives de l'Amazone dans une succession de cabanes sur pilotis, se sustentent de pêche, d'un peu de chasse dans l'arrière-pays où ils ne s'aventurent guère sinon pour y cueillir quelques fruits. L'eau du fleuve est à la fois moyen de locomotion et source de nourriture. «Et ce qui étonne, note M. de Oliveira, c'est l'absence totale de notion de propriété. Ca se réalise, et c'est frappant, en une sorte d'harmonie entre l'homme et la nature qui seraient l'un l'autre unis en un accord non violent.»

L'Amazonie est aussi un musée vivant par l'immense diversité de formes, de tailles, de couleurs des insectes. «Comme cette région de la terre, contrairement à ce qui s'est passé au Canada, n'a jamais connu de glaciations. Aussi, toutes les formes d'insectes apparues il y a quelques 396 millions d'années — formes parfois bizarres! — se sont maintenues là»,

précisent les explorateurs. Des espèces très voisines peuvent ainsi se côtoyer depuis toujours en ne se différenciant que par leurs niches alimentaires et leurs activités temporelles. Ainsi, des lucioles ou mouches à feu d'espèces voisines vont se démarquer par des fréquences différentes de clignotements lumineux.

Pour tous, le séjour sur les bords de l'Amazone, s'il a revêtu un contenu scientifique certain, n'en est pas moins au premier plan une expérience de perception à haute intensité, une connaissance poétique globale, un émerveillement, une expérience tactile de la jungle, de la forêt primaire tropicale et aussi, une démythification des préjugés, car contrairement aux films véhiculés par le cinéma commercial dans le genre Tarzan, la nature sauvage n'est pas menaçante, ni vengeresse, elle s'accorde à l'homme pourvu que celui-ci ne la viole pas. Madame Esar décrit une scène de petits Indiens jouant au ballon dans l'Amazone sans souci aucun de la présence de pirhanas. M. de Oliveira a observé que poules et cochons font la sieste ensemble sur le sol des cabanes et n'ont aucun désir de s'évader en pleine nature. Et le genre de vie communale des Indiens ne connaît ni la violence, ni le vol puisqu'il n'y a ni mur ni clôture et qu'on circule sans aucune contrainte partout où on veut aller. Pour M. de Tonnancour, la grande forêt amazonienne appelle un sentiment d'infini, comme la mer. On se sent tout petit sous des arbres dont les fûts ne commencent de s'embrancher qu'à leur troisième ou quatrième palier de hauteur, à environ 80 pieds, là où il y a la lumière du soleil et où s'épanouit le plus fort de la végétation (plantes épiphytes).

«Il faut vivre, toucher du doigt la réalité de l'Amazonie, écouter la fantastique symphonie nocturne des oiseaux, des insectes. Il faut expérimenter la chaleur, la lumière, l'humidité, percevoir les odeurs des bois et des plantes. Qui a parlé d'enfer vert, alors que c'est un paradis vert?»

C.A.

## Gestion téléphonique par ordinateur

# Surveillez vos lignes!

Si vous travaillez à l'UQAM et que vous avez l'habitude de prêter spontanément votre appareil téléphonique à quiconque en fait la demande, il vous faudra dorénavant être prudent: en expliquant à «l'emprunteur», par exemple, qu'il devra assumer les frais d'interurbain, ou encore, prendre arrangement avec le centre de coût concerné. Dorénavant, ce dernier recevra un relevé mensuel de tous les appels «longue distance» faits à partir de son circuit, accompagné des informations suivantes: pour chacune des communications, le numéro de l'appareil utilisé, sa localisation, l'heure exacte et la durée de l'appel, sa destination... La facturation se fera en conséquence. Et cela vaut pour tous les usagers de l'institution dotés du nouveau système SL-1.

En effet, l'UQAM — qui débourse annuellement 60 000\$ en



M. Serge Boileau

appareil, durée, destination interne ou externe, etc.).

«Il ne s'agit pas de vérifier si les gens utilisent leur téléphone à des fins personnelles, tient à préciser M. Larose. Cela ne nous concerne pas. Ce que nous visons, c'est à évaluer l'efficacité de notre système, à mieux connaître les besoins des usagers (heures et circuits les plus acha-

landés, par exemple), à apporter les correctifs qui s'imposent. Et aussi, à faire des économies...»

Car, ajoute-t-il, pour la seule facturation des appels interurbains par Bell Canada, il en aurait coûté annuellement 50 000\$. «En cinq ans, notre système de gestion téléphonique sera complètement payé. Ce qui représente, sur une période de dix ans, une économie d'environ 250 000\$. De plus, nous offrirons un service amélioré, entièrement informatisé, plus rapide et plus efficace. Enfin, cette infrastructure une fois en place permet d'envisager toutes sortes de développements futurs.»

M. Serge Boileau, analyste au Service de l'informatique, est chargé d'adapter le nouveau programme aux besoins de l'UQAM, de le modifier s'il y a lieu, de résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent. Actuellement à l'essai, le système devrait être complètement rodé en juin prochain.

«Auparavant, conclut M. Larose, nous n'avions aucun contrôle sur notre réseau téléphonique. Or, nous croyons que chaque usager a la responsabilité du téléphone à sa disposition. Et même si les modifications en cours ne visent nullement à réprimer les abus, nous croyons néanmoins qu'elles auront un effet dissuasif chez certains utilisateurs.»

C.G.

### En sciences humaines

## Un bras droit... qui prête l'oreille

Quoi d'aussi déroutant dans ce métier que de rencontrer quelqu'un de plus curieux que soi! Au bout d'une heure ou deux, il sait tout sur votre travail et vous, presque rien sur le sien. Mais qu'est-ce qu'il fait donc de son temps, le nouveau coordonnateur de la famille des sciences humaines, André Michaud?

Mille choses, cela me paraît certain. Toutes importantes. C'est — il faudrait vérifier avec la description de tâches officielle — une espèce de bras droit du vice-doyen de la famille en même temps que l'oreille des multiples instances modulaires (12 modules à la famille). Impliqué dans l'étude des dossiers touchant à la programmation, à la clientèle étudiante, au marché du travail.

On le dit, à la famille, «taillé» pour le poste. Et pourtant, son curriculum vitae ne le menait pas droit où il est. Parti sac au dos, en 1968, pour des vacances en Europe, André Michaud y reste huit années. «Avec un petit détour en Inde de deux ans». Il revient au Québec, doctorat en poche. Son sujet de thèse en anthropologie: «Pouvoir politique et avoir économique dans un village du Maharashtra». Il dira à ce sujet: «Cela indique seulement mon intérêt pour ce milieu des sciences humaines. Un climat, pour moi, c'est de la première importance. Une équipe de travail également. Puis les liens de communication qui s'y tissent obligatoirement.»

Le coordonnateur connaissait déjà l'UQAM pour y avoir été à deux ou trois reprises assistant de recherche. Donc, pas de confusion chez lui entre un département et un module. C'est un bon point de départ...



M. André Michaud

Quoi d'autre? «Je n'ai pas tendance à privilégier un dossier plutôt qu'un autre... Rien ne me laisse indifférent.»

«Ah j'oubliais... je saute cette semaine dans la trentaine et je me sens parfois, et encore, un peu trop zélé». Qui, à la famille des sciences humaines osera s'en plaindre?

H.S.



M. Jacques Larose

frais d'interurbain — vient de se doter d'un système de gestion téléphonique par ordinateur, «le plus perfectionné qui soit en Amérique du Nord» selon M. Jacques Larose, directeur du Service des télécommunications. Trois micro-ordinateurs avec programmes assortis ont été achetés au coût de 150 000\$ de la compagnie T.R.W., filiale canadienne d'une multinationale américaine qui distribue les produits Datapoint. Celle-ci est la seule sur le continent, d'expliquer M. Larose, à offrir un tel service qui remplit simultanément quatre fonctions:

- la facturation des appels interurbains (décrite ci-dessus);
- l'informatisation du répertoire téléphonique grâce à laquelle les téléphonistes obtiendront instantanément, à partir d'un clavier, les informations sollicitées sur écran cathodique;
- l'inventaire des équipements téléphoniques qui se fera également par ordinateur (liste complète des équipements, nom des utilisateurs, sortes d'appareils, localisation, date d'installation, etc.);
- l'analyse du «trafic» qui permettra d'obtenir quotidiennement un tableau à la fois général et détaillé de l'achalandage du réseau téléphonique (nombre d'appels par centres de coûts et par